Discours de Gerhard Ermischer, Président de la Conférence des OING
à la 134ème Session du Comité des Ministres (Luxembourg, 13-14 mai 2025)

Deux ans après le Sommet des Chefs d'État de Reykjavik, nous constatons des progrès au sein du Conseil de l'Europe, mais aussi des régressions dans de nombreux États membres. Des individus et des ONG sont qualifiés d'agents étrangers, de traîtres et d'ennemis de l'État pour la seule raison qu'ils défendent les valeurs autour desquelles nous devrions tous être unis. Ils sont poursuivis, intimidés et attaqués, verbalement et physiquement, et leurs fonds diminuent en raison des politiques de M. Trump.

Nous avons vraiment besoin d'un nouveau pacte pour une démocratie libérale et participative, pour renforcer la société civile et pour un mécanisme solide de défense des défenseurs. Nous soutenons donc la nouvelle convention sur la protection des avocats et l'idée d'un nouveau Sommet. Nous avons émis plusieurs recommandations aux Etats membres, notamment sur le soutien indéfectible à l'Ukraine et sur la défense de notre démocratie et de notre société civile.

Nous sommes pleinement conscients que nous ne pouvons pas le faire seuls - les grandes institutions européennes doivent travailler main dans la main. C'est pourquoi nous avons invité des représentants de l'Agence des droits fondamentaux et du Comité économique et social de l'UE à notre Assemblée générale en avril. Une coopération étroite avec d'autres organisations intergouvernementales renforcera notre système de conventions et la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

Face à tous ces défis, nous ne devons pas oublier ceux qui ne disparaissent pas simplement parce que nous n'avons plus de temps à leur consacrer : la triple crise mondiale ou le manque de cohésion sociale qui alimente les mouvements populistes.

Nous continuons donc à plaider pour que le droit à un environnement propre et sain soit reconnu comme un droit humain fondamental et nous exhortons les Etats membres à signer le protocole additionnel pour les plaintes communes de la Charte sociale européenne révisée.

Comme l'a dit le Secrétaire Général, nous devons réunir toutes les forces disponibles. Si nous nous contentons d'améliorer notre défense militaire tout en perdant notre démocratie, que reste-t-il à défendre ? Une véritable démocratie est libérale, participative et ouverte. Elle ne peut être redéfinie pour répondre à des récits autoritaires et nationalistes.

Il y a beaucoup à faire et il n'y a plus de temps à perdre. Pour reprendre une expression chère à M. Trump, rendons à nouveau la démocratie formidable pour tous !